

Sur le plan politique :
ou la classe ouvrière n'a pas de parti ouvrier de masse, ou bien elle suit des partis communistes ou pro-communistes à direction de type stalinien (Toudeh en Iran). Ou bien la classe ouvrière a dans sa majorité des directions bourgeoises ou petites bourgeoises, comme nous l'avons indiqué plus haut à propos des partis petits bourgeois et des partis dits socialistes.

Ajoutons ici que la structure particulière de ces pays (poids de la paysannerie, jeunesse du prolétariat, rôle des intellectuels) se répercute aussi au sein des partis ouvriers, y compris des partis communistes.

Etant donné la situation dans laquelle se trouvent les pays coloniaux, il y a inévitablement une combinaison de la lutte politique avec la lutte syndicale.

Nous ne saurions trop souligner l'importance du mouvement syndical dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, non seulement dans la question de la défense des intérêts économiques des travailleurs, mais aussi comme instruments de défense des intérêts des ouvriers comme classe. En effet, -même là où ils ont été créés ou se trouvent dirigés par des formations bourgeoises ou petites bourgeoises - les syndicats ne peuvent être identifiés comme nature de classe à ces formations. Ce sont des organisations ouvrières dont la direction est entre les mains d'une autre classe, mais ce sont des organisations de la classe ouvrière; et même leurs dirigeants ne peuvent pas servir purement et simplement les intérêts de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie. Tous les exemples parlent dans ce sens. Ainsi la CGT argentine ne peut être mise sur le même plan que le parti péroniste, et cela s'est marqué dans les événements récents. (+) Ainsi l'UGTT est indépendante par rapport au Néo-Destour et, à peine l'autonomie interne accordée, elle revendique auprès du gouvernement tunisien. Ainsi la COB en Bolivie qui, d'ailleurs, adopte un programme, des résolutions qui en font plus qu'une centrale syndicale.

(+) Ce cours fut préparé et fait dans la période qui sépare la première attaque de la réaction contre Peron (16 Juin) de la seconde attaque qui triompha (16 Octobre).

Plusieurs points de notre analyse du péronisme ont été confirmés et mis en lumière de façon tout à fait intense. Peron, dans cette période, a cherché un compromis avec l'opposition bourgeoise. Pour lui faire peur, il a agité le spectre de la CGT formant des milices armées et lançant la grève générale. La réaction bourgeoise savait que ce n'était de sa part qu'un chantage auquel il ne résoudrait pas. Et effectivement Peron s'est bien gardé de faire appel au prolétariat.

Celui-ci, trompé par cette démagogie de dernière heure qui s'accompagnait d'appels au calme de Peron et des dirigeants de la CGT, est resté passif, désarmé, pendant les journées du coup de force réactionnaire. Ce n'est qu'après coup qu'il a compris ce qui se passait.

Mais en même temps, on voit que si le parti péroniste est pratiquement sans avenir, la CGT argentine garde toute son importance sociale. Les mêmes militaires qui ont chassé Peron promettent de ne pas toucher à la CGT, n'osent pas lui reprendre le journal "la Prensa", demandent aux dirigeants de la CGT de ramener les ouvriers au travail.

Quand Hitler s'est effondré, le front du travail a disparu avec lui. La fin du péronisme n'entraîne nullement la fin de la CGT. Au contraire, celle-ci - en dépit de ses dirigeants - est apparue au cours des événements comme pouvant avoir un rôle plus grand que celui d'une organisation syndicale défendant les revendications économiques. Dans ces journées s'est esquissé le rôle politique que la CGT est appelée à jouer à l'avenir.